

Jeunes « djihadistes » au Mali

Guidés par la foi ou par les circonstances ?

Principales conclusions

1 Des facteurs qui n'ont rien d'économique, de religieux ou d'idéologique expliquent la présence de jeunes dans les rangs des groupes armés djihadistes au Mali.

2 La volonté de se protéger, de protéger sa famille, sa communauté ou son activité économique apparaît comme un des facteurs importants d'engagement.

3 Les facteurs interagissent dans la plupart des cas ; il est donc vain de rechercher un seul et unique motif d'adhésion.

4 Il importe d'analyser de façon détaillée les réalités locales à l'origine de l'engagement des jeunes et de résister à la tentation d'appliquer les conclusions à d'autres contextes.

5 Les notions actuellement en vogue de « radicalisation », de « dé-radicalisation » et d'« extrémisme violent » doivent être utilisées avec prudence car elles peuvent engendrer l'élaboration de réponses inadéquates.

Résumé

Chômeurs, désœuvrés et fanatisés. C'est ainsi que sont généralement présentés les jeunes qui grossissent les rangs des groupes armés djihadistes au Mali. Rares sont cependant les données empiriques en mesure d'étayer cette affirmation. Peu de travaux, dans le contexte malien, ont interrogé directement ces acteurs afin d'évaluer tant la part du religieux que celle du chômage dans l'émergence de ce phénomène censé toucher plus durement les jeunes. Basée sur des entretiens menés avec plus de 60 ex-engagés, la présente note d'analyse remet en cause certaines idées reçues sur cette problématique centrale pour la stabilité du Mali et pour la sécurité des pays voisins.

L'implantation au Mali de groupes armés djihadistes remonte au début des années 2000 avec l'arrivée dans le Nord du pays d'éléments du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) provenant d'Algérie à la recherche de zones de repli. Devenu Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en 2007 après avoir prêté allégeance à Al-Qaïda, le groupe a consolidé sa présence avec la création de *katibas* (unités combattantes) sahéliennes ainsi que la constitution de bases arrière¹.

En 2012, après le lancement de la rébellion en janvier par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et le coup d'État intervenu à Bamako le 22 mars, ces groupes ont pris le contrôle des trois régions du Nord (Tombouctou, Gao, Kidal) et d'une partie du Centre du pays. Durant cette occupation, il a été rapporté que de nombreux jeunes ont rejoint les rangs d'AQMI, du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et d'Ansar Dine².

En janvier 2013, une offensive militaire franco-africaine visant à reconquérir le Nord a entraîné le retrait de ces groupes des grandes villes³. Néanmoins,

trois ans après cette opération, et malgré la présence d'une mission de stabilisation des Nations unies dans le pays, la menace terroriste persiste. Depuis 2015, deux nouveaux mouvements associés à Ansar Dine ont émergé : la Katiba Macina⁴ et la Katiba Khalid Ibn Walid respectivement actives dans le Centre (Ségou et Mopti) et le Sud (Sikasso).

« Ils nous ont dit de les suivre pour travailler avec eux. Ils étaient armés. On ne savait pas comment refuser. »

(Ansar Dine, Tombouctou, 13 juillet 2016)

Comment et pourquoi certains jeunes se sont-ils retrouvés impliqués dans des groupes armés djihadistes⁵? Cette question est au centre de l'étude qui sous-tend cette note d'analyse⁶. Après avoir brièvement présenté la méthodologie employée dans le cadre de ce travail, la note résume les principaux constats de l'étude en soulignant les implications pour l'élaboration des politiques qui visent à endiguer le phénomène.

15 CATÉGORIES DE FACTEURS



Personnelle/Individuelle



Éducation



Protection



Sociale



Éthique



Influence/Obéissance



Économique



Familiale

À la rencontre de jeunes ex-engagés

Soixante-trois ex-engagés ont été rencontrés, dont 19 en milieu carcéral⁷. Les présumés djihadistes dans les prisons maliennes ont entre 17 et 75 ans, rappelant qu'il n'y a pas que des jeunes dans ces groupes⁸. L'utilisation de l'expression « ex-engagé » ne signifie pas que l'engagement a nécessairement été volontaire.

En l'absence d'informations précises tant sur les effectifs des groupes concernés par l'étude que sur la proportion des jeunes qui en font partie, il est impossible de déterminer si l'ensemble de ceux qui ont été interviewés constitue un échantillon représentatif. C'est la raison pour laquelle cette note se garde globalement de faire des analyses quantitatives.

« Les rejoindre est devenu le moyen le plus rapide d'obtenir la main d'une femme surtout si sa famille possède beaucoup d'animaux. »

(Katiba Macina, Mopti, 19 juillet 2016)

La collecte des données a été réalisée au moyen de guides modulables d'entretiens ouverts et semi-structurés, développés par une équipe composée de dix-sept chercheurs dont dix Maliens. La recherche de terrain s'est déroulée entre mars et juillet 2016 dans les régions de Kayes, de Koulikoro, de Sikasso, de Ségou, de Mopti, de Tombouctou, de Gao et de Kidal ainsi que dans le district de Bamako. Des entretiens ont également été menés avec des autorités et des ressortissants des régions nouvellement créées de Taoudénit et de Ménaka.

Les groupes armés concernés par l'étude sont : AQMI, MUJAO, Ansar Dine, Al Mourabitoune⁹, Katiba Macina (également appelée « les gens de Kouffa ») et Katiba Khalid Ibn Walid. Ils ont en commun d'avoir posé des actes qualifiés de terroristes et d'adopter une rhétorique empreinte de références islamiques notamment sur le djihad¹⁰. Le qualificatif djihadiste pour désigner ces groupes est contestable et sujet à controverse. Son emploi dans la présente note s'explique par le fait qu'il s'agissait du terme le plus souvent utilisé par nos interlocuteurs pour faire référence aux groupes auxquels ils appartenaient.

« Je me suis retrouvé avec les djihadistes parce que... »

Les facteurs d'engagement des jeunes recensés dans le cadre de cette étude ont été regroupés en 15 catégories : coercition, communautaire/culturelle/ethnique/sociologique, économique, éducation, environnementale/climatique, éthique, familiale, historique, individuelle/personnelle, influence/obéissance, protection, référent religieux, sociale, politique.

« Le MNLA pillait, volait et tuait. J'ai rejoint pour sauver ma population contre ces bandits. »

(MUJAO, Gao, 18 juillet 2016)

Non seulement ces facteurs sont multiples mais ils interagissent généralement, varient en fonction des individus, des groupes, des localités et évoluent dans le temps, comme en témoignent les extraits d'entretiens cités dans la note¹¹. De plus, les raisons pour lesquelles un individu s'associe à un groupe ne sont pas nécessairement celles qui le conduiront à y rester ou à le quitter.

La majorité des jeunes rencontrés ont déclaré occuper des postes subalternes dans la hiérarchie des groupes concernés. L'étude ne permet pas de savoir si les facteurs à l'origine de leur implication sont les mêmes que ceux des leaders ou de ceux qui occupent des positions intermédiaires.

Les récits des interlocuteurs témoignent de la diversité des rôles au sein des groupes. Les ex-engagés n'étaient pas tous des combattants. À titre d'exemples, certains puisaient de l'eau, préparaient les repas, fournissaient des informations, dirigeaient les prières, apprenaient ou enseignaient le coran. D'autres encore assuraient le ravitaillement en carburant, organisaient des patrouilles, ou agissaient comme chauffeurs, secrétaires, messagers, coursiers, mécaniciens ou réparateurs de motos.

« J'ai rejoint le MUJAO car j'ai vraiment aimé leur manière de convaincre les gens, leur justice et leur droiture. »

(MUJAO, Gao, 28 juillet 2016)

Sept constats principaux émergent de l'étude. Ils ont des implications importantes tant pour la compréhension du phénomène que pour l'élaboration de réponses visant à l'endiguer.

15 CATÉGORIES DE FACTEURS



Politique



Référent religieux



Psychologique



Historique



Coercition



Environnementale



Culturelle/
communautaire/
sociologique/ethnique



Inconnue

1. Jeune + chômage = radicalisation ?

Les données recueillies confirment l'existence du lien largement admis entre le chômage des jeunes et leur implication dans les groupes concernés. Elles démontrent toutefois que la situation est plus complexe qu'il n'y paraît. Le chômage — compris de façon large dans le contexte malien¹² — est un facteur parmi d'autres au sein d'une catégorie de déterminants économiques qui comprend notamment la pauvreté, la difficulté à subvenir aux besoins de base ou encore le manque de perspectives.

« Je les ai rejoint pour faire vivre ma famille. Je n'avais pas de salaire mais bénéficiais d'aides ponctuelles. »

(Ansar Dine, Tombouctou, 19 juillet, 2016)

Par ailleurs, l'étude a révélé que certains de ces jeunes exerçaient une activité génératrice de revenus qu'ils estimaient satisfaisante. Leur implication a répondu soit à un souci de protection de leurs activités rémunératrices¹³ — licites (élevage) ou illicites (trafic de drogue) — soit à des logiques qui n'avaient rien d'économiques.

« Même si ce travail n'était pas digne, j'avais besoin d'argent pour mes dépenses et ma famille. »

(Katiba Khalid Ibn Walid, Sikasso, 27 juillet 2016)

Des initiatives de création d'emplois pour les jeunes peuvent s'avérer utiles pour ceux dont l'engagement repose sur la volonté d'exercer une activité génératrice de revenus. Par contre, ceux qui cherchent à protéger une activité existante y trouveront peu d'intérêt. En outre, ces initiatives n'auront probablement aucun impact sur les jeunes dont les motivations ne sont pas économiques.

2. Le piège du prisme religieux

Un accent particulier est généralement mis sur le rôle de la religion dans les facteurs qui poussent les jeunes à s'engager dans les groupes armés djihadistes. Or,

dans la plupart des cas documentés par cette étude, l'engagement des jeunes n'était pas l'aboutissement d'un processus d'endoctrinement religieux.

Le motif religieux semble n'occuper qu'une place marginale dans le ralliement des jeunes qui ont été interrogés. Lorsque la dimension religieuse a joué un rôle, il s'est agi d'individus disposant d'un faible niveau d'éducation religieuse. De rares cas de jeunes engagés dans des groupes en pensant y bénéficier d'un enseignement religieux ont également été identifiés. L'étude a aussi mis en évidence quelques exemples d'engagement sous-tendus par des prédispositions idéologiques. Ces jeunes étaient pour la plupart issus de communautés dont les pratiques se rapprochent de la vision prônée par les groupes armés djihadistes.

« Avec les vidéos d'exactions, des combats des autres djihadistes dans le monde, les débats en groupe, j'ai trouvé mon chemin. »

(Ansar Dine/AQMI, Kidal/Tombouctou, 8 mai 2016)

Le prisme exclusif de la religion limite la compréhension du phénomène dans sa complexité et empêche l'identification des réponses les plus appropriées. Les projets visant à promouvoir un « islam modéré » n'auront pas les résultats escomptés sur les jeunes dont l'engagement ne repose pas sur des considérations d'ordre religieux.

3. Se protéger avant tout

De nombreux ex-engagés ont mis en avant une volonté de protection pour expliquer leur ralliement aux mouvements djihadistes. Ils ont évoqué la préservation de leur intégrité physique, celle de leurs familles et de leurs communautés, ainsi que la protection de leurs biens et de leurs activités génératrices de revenus.

Le besoin de protection peut s'expliquer par l'absence ou le retrait des forces de défense et de sécurité du Nord et d'une partie du Centre notamment depuis le début de la crise de 2012. Cela ne signifie pas pour autant que la présence ou le retour de l'appareil sécuritaire suffirait à résoudre le problème. En effet, selon des jeunes interviewés même lorsqu'il était présent, ses dérives ont profondément sapé sa

légitimité. Ainsi, son incapacité à assurer la sécurité des personnes et des biens est l'une des raisons pour lesquelles ils ont intégré ces groupes.

« Comme l'État n'est pas là, chacun se protège comme il peut. »

(Katiba Macina, Mopti, 19 juillet 2016)

Cette situation démontre la nécessité pour les forces de défense et de sécurité maliennes de garantir le respect des droits des citoyens tant dans l'exécution normale de leur mandat que dans le cadre des opérations menées contre les djihadistes. Une amélioration de la situation sécuritaire est conditionnée par une meilleure présence de l'État.

4. Les femmes et les filles : des actrices invisibles

Les informations recueillies — limitées et de seconde main — ne permettent pas d'avoir une idée précise de l'étendue de la participation des femmes et des filles qui sont de façon générale perçues uniquement comme des victimes des groupes armés djihadistes au Mali. Cependant, les discussions avec des ex-engagés hommes sur leur présence, leurs rôles et les facteurs de leur engagement dans les groupes indiquent qu'elles ne sont pas que des victimes. Elles agissent notamment comme informatrices, cuisinières ou lavandières.

« Ils ont exigé que toute notre faction les rejoigne pour que le frère de notre chef traditionnel ait la vie sauve. »

(Ansar Dine, Kidal, 8 mai 2016)

Dans le cadre des programmes de réinsertion psychosocio-économique, les besoins spécifiques de ces femmes et filles doivent être pris en compte, notamment lorsqu'elles sont devenues mères pendant ou à l'issue de leur implication. Les données soulignent aussi le besoin d'une étude avec une méthodologie adaptée portant sur l'engagement de ces « actrices invisibles »¹⁴. Une meilleure compréhension de leurs rôles et des raisons de leur implication paraît nécessaire pour identifier les réponses adéquates.

5. Quand la katiba remplace l'État

L'absence ou la faiblesse de l'État, vécue par les populations comme un signe d'abandon ou de

désintérêt, a souvent été pointée du doigt pour expliquer le ralliement de jeunes. Certains groupes ont tenté de s'y substituer en assurant les services sociaux de base. Pour autant, le simple retour de l'État ne constitue pas forcément la solution au problème. En effet, une administration corrompue et une justice partielle peuvent rendre sa présence néfaste.

Une réflexion sur la place, le rôle, et les pratiques de l'État paraît urgente au moment où la restauration de son autorité figure parmi les priorités de l'Accord de paix de juin 2015. L'objectif d'une telle démarche sera d'apporter les changements nécessaires non seulement dans le mode de gouvernance qu'il met en œuvre mais aussi dans son rapport aux citoyens.

6. Résister à la tentation du copier-coller

La recherche de solutions implique d'abord d'appréhender le phénomène dans toute sa complexité. Cet exercice doit reposer sur une analyse détaillée des réalités locales à l'origine de l'engagement des jeunes. En outre, il importe de ne pas céder à la tentation de généraliser ou d'appliquer les conclusions valables dans une situation donnée à d'autres contextes.

« J'ai rejoint le groupe de Hamadoun Kouffa pour me protéger contre les Bambaras. Quand tu es dans le groupe, personne n'ose te toucher. »

(Katiba Macina, Mopti, 10 juillet 2016)

Les acteurs de la lutte contre l'extrémisme violent sont à la recherche de stratégies globales ou régionales à court, moyen ou long terme. Pendant ce temps, les groupes armés djihadistes s'appuient, en fonction des opportunités, sur des ressorts locaux en maniant une rhétorique globalisante qui place leur action à un niveau mondial. Ils s'inscrivent en outre dans des logiques de longue durée.

S'il est vain de chercher des remèdes à chaque dynamique locale à l'œuvre, la quête de solutions globales risque de s'avérer tout aussi inutile. Le réflexe immédiat consisterait à identifier les domaines d'actions prioritaires afin d'obtenir l'impact le plus important. Toutefois, cela peut s'avérer inefficace, étant donné le caractère interdépendant et dynamique des facteurs ainsi que la capacité des groupes à s'adapter.

La multitude de réalités qui alimente le phénomène exige l'implication de différents acteurs en fonction de leurs avantages comparatifs (société civile, acteurs étatiques, partenaires internationaux). Cette approche, si elle est bien coordonnée¹⁵, peut garantir que toutes les dimensions du phénomène qu'il est possible de prendre en compte le soient efficacement.

7. « La radicalisation » : un concept utile ?

Les jeunes ex-engagés avec lesquels il a été possible de s'entretenir sont rarement des jeunes « radicalisés », au sens où ils adhéreraient à une idéologie d'inspiration religieuse ou aux objectifs affichés par les groupes auxquels ils appartiennent.

« J'ai perdu ma terre dans un litige à la cour parce que je n'avais pas d'argent pour payer le juge. La justice est corrompue. »

(Katiba Macina, Ségou, 19 juillet 2016)

Le concept de « radicalisation » souffre de l'absence d'une définition consensuelle. L'usage des notions de « radicalisation », « dé-radicalisation » et « d'extrémisme violent » occulte des considérations importantes, locales notamment, et engendre la mise en place de solutions qui risquent d'être partielles, inadaptées ou contre-productives.

Au final, il serait plus judicieux d'analyser les logiques de mobilisation armée des jeunes dans les groupes concernés plutôt que d'assimiler cet engagement, de surcroît lorsqu'il n'est pas volontaire, à la manifestation ou au résultat d'une prétendue « radicalisation ».

Conclusion

La volonté de mieux cerner les facteurs et les processus qui ont mené certains jeunes à se retrouver dans des groupes armés djihadistes ne procède pas d'un exercice intellectuel superflu. C'est en effet la compréhension de ce phénomène complexe, multiforme, variant selon les individus, les groupes et les régions, qui déterminera la qualité des réponses proposées et leur mise en œuvre pour y faire face.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que les jeunes — qui sont pour l'essentiel des exécutants — représentent pour les leaders de ces groupes des moyens humains nécessaires à la poursuite de leurs objectifs. Même si des solutions sont apportées pour contrer efficacement l'engagement des jeunes dans les groupes armés djihadistes, il n'est pas certain que le problème serait réglé pour autant. Les groupes continueraient d'exister à travers leurs leaders qui élaboreraient de nouvelles stratégies de mobilisation.

À terme, des réflexions doivent être poursuivies sur les approches alternatives à adopter envers la hiérarchie des groupes et sur les moyens supplémentaires y compris non militaires de réduire leur capacité d'action.

63

EX-ENGAGÉS
RENCONTRÉS DONT

19

EN MILIEU CARCÉRAL

Notes

- 1 MM Abu al-Ma'ali, Al-Qaeda and its allies in the Sahel and the Sahara: reports, Al Jazeera Centre for Studies, 1 May 2012, <http://studies.aljazeera.net/mritems/Documents/2012/4/30/2012430145241774734Al%20Qaeda%20and%20its%20allies%20in%20the%20Sahel%20and%20the%20Sahara.pdf>.
- 2 Les islamistes du MUJAO recrutent en masse parmi les jeunes du Nord du Mali, *Radio France Internationale*, 9 juillet 2012, www.rfi.fr/afrique/20120709-islamistes-mujao-recrutent-masse-parmi-jeunes-nord-mali.
- 3 L-A Théroux-Bénoni, Le Mali au lendemain de l'opération militaire française : nouvelles opportunités ou retour à la case départ ? *Analyse de situation*, 25 février 2013, Institut d'études de sécurité (ISS), www.issafrika.org/uploads/25Feb13Mali.pdf.
- 4 Ces mouvements ont revendiqué des attaques dans les régions de Ségou et de Mopti pour la Katiba Macina et dans la région de Sikasso pour la Katiba Khalid Ibn Walid. Voir Mali : derrière l'attaque de Nampala, une coalition inédite ? *Jeune Afrique*, 27 juillet 2016, www.jeuneafrique.com/mag/344127/politique/mali-derriere-lattaque-de-nampala-coalition-inedite%e2%80%89/ ; voir aussi Arrestations de sept jihadistes maliens présumés en Côte d'Ivoire, *Radio France Internationale*, 3 septembre 2015, www.rfi.fr/afrique/20150903-arrestations-sept-jihadistes-maliens-cote-ivoire.
- 5 La jeunesse au Mali, comme dans la plupart des sociétés ouest-africaines, correspond davantage à « une période de transition marquée d'étapes aboutissant à l'âge adulte » qu'à une fourchette d'âge précise. Ces étapes comprennent par exemple la fin des études ou de l'apprentissage d'un métier, le départ du domicile familial, l'insertion dans le circuit économique ou le mariage. Ainsi, des personnes, mêmes âgées, qui n'auraient pas franchi ces étapes peuvent être considérées comme des jeunes ou des « cadets sociaux ». Voir T Sissoko (éd.), *La jeunesse malienne : entre autonomie, mobilisation et exclusion*, Paris : L'Harmattan, 2015.
- 6 Pour une revue de la littérature sur l'engagement des jeunes dans les groupes djihadistes, voir R Cassim Cachalia, U Salifu, I Ndungu, Exploring the drivers of youth radicalisation in Africa, À paraître, ISS.
- 7 Seuls 19 des 83 « présumés djihadistes » rencontrés en milieu carcéral ont reconnu avoir été associés aux groupes concernés par l'étude. Les entretiens en milieu carcéral ont été facilités par une autorisation d'accès accordée par le ministère de la Justice et des Droits de l'homme et par la collaboration de la Direction nationale de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée.
- 8 Entretiens, Bamako et Koulikoro, les 13 mai et 19 juillet 2016.
- 9 Ce groupe est né en 2013 de la fusion entre des membres du MUJAO et des Signataires par le sang de Mokhtar Belmokhtar. Après avoir pris momentanément ses distances avec AQMI, en juillet 2015 le groupe prendra finalement le nom de Al-Qaïda en Afrique de l'Ouest confirmant ainsi leur rapprochement. Aucun des ex-engagés rencontrés dans le cadre de cette étude n'a reconnu avoir appartenu à ce groupe.
- 10 Ces groupes ne sont pas séparés par des frontières étanches. Au fil du temps, non seulement des alliances ont existé, mais certains éléments de ces groupes se sont aussi détachés pour fonder un groupe distinct – « djihadiste » ou politique – et certains de ces groupes auraient avantage à être conçus comme des franchises. Voir I Maïga, Groupes armés au Mali : au-delà des étiquettes, *Rapport sur l'Afrique de l'Ouest*, 17, juin 2016, www.issafrika.org/publications/west-africa-report/groupes-armes-au-mali-au-dela-des-etiquettes et A Boutellis, Armed groups in Mali and implications for the UN stabilization mission, dans *Understanding a new generation of non-state armed groups*, United Nations System Staff College, 2015, 61-71, www.unssc.org/home/sites/unssc.org/files/non-state_armed_groups_-_dialogue_series_2014.pdf.
- 11 Il importe de signaler qu'un même facteur peut se retrouver dans plusieurs catégories. Par exemple, l'engagement d'un jeune au sein d'un groupe peut répondre à une volonté de mettre en œuvre une vengeance sur le plan personnel (catégorie « personnelle/individuelle »), un tort qui aurait été causé à un membre de sa famille (catégorie « familiale ») ou alors à sa communauté (catégorie « communautaire »).
- 12 Le terme chômage, tel que perçu au Mali, peut être utilisé pour décrire les périodes creuses d'une activité saisonnière, le sous-emploi ou la recherche d'un premier emploi. Cette compréhension renvoie donc à des réalités qui dépassent largement la définition retenue par le Bureau international du travail (BIT) selon laquelle le chômeur est une personne qui, au cours d'une période de référence, est sans travail, disponible pour travailler et à la recherche d'un travail (Résolution concernant les statistiques de la population active, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi, adoptée par la treizième Conférence internationale des statisticiens du travail, 1982).
- 13 Par exemple, aucun des ex-engagés de la Katiba Macina avec lesquels nous nous sommes entretenus n'a dit avoir touché un salaire. Ils avaient toutefois accès à des vivres, pouvaient protéger leurs bétails et ceux de leurs proches et avaient également la possibilité de gagner de l'argent en escortant des pasteurs qui souhaitaient être protégés. Certains exerçaient aussi des activités de racket et de braquage à l'aide des moyens mis à leur disposition par le groupe.
- 14 Une étude menée par ONU Femmes Mali portant sur le rôle des femmes et des filles dans le conflit malien pourrait servir d'étude de base. Voir Agence des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, *Les femmes et les filles dans le conflit au Mali : analyse factuelle et recommandations*, pour une paix durable, 2016.
- 15 La coordination des partenaires au Mali et dans la région du Sahel demeure un défi important. Voir D Helly et al, Stratégies Sahel : l'impératif de la coordination, *Note d'analyse*, 76, mars 2015, ECDPM, Institut d'études de sécurité, www.issafrika.org/uploads/PolBrief76Fr.pdf.



À propos des auteurs

Le travail de recherche qui sous-tend cette note d'analyse a été mené de façon collaborative par les auteurs – Lori-Anne Thérroux-Bénoni, William Assanvo, Ibrahim Maïga, Jeannine Ella A. Abatan, Fatimata Ba, Patrick Olivier Gnonsekan, Aïssatou Kanté, Kadiatou Yacouba Keïta, Wendyam Aristide Sawadogo – ainsi que par Modibo Galy Cissé, Aboubacar Diallo, Bréma Ély Dicko, Amadou dit Samba Cissé, Yacouba Dogoni, Fodié Tandjigora et Aly Tounkara.

À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité est une organisation africaine œuvrant au renforcement de la sécurité humaine sur le continent. Elle effectue de la recherche indépendante et reconnue, fournit des analyses et conseils sur les politiques provenant d'experts, tout en offrant des formations pratiques et de l'assistance technique.

Remerciements

Cette note d'analyse est la première publication de l'ISS Dakar dans le cadre du projet « Jeunes, chômage et radicalisation » financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Il a également été mis en œuvre avec l'appui du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada et le Gouvernement des Pays-Bas. L'Institut d'études de sécurité (ISS) est reconnaissant du soutien apporté par les membres suivants du Forum des Partenaires de l'ISS : les gouvernements de l'Australie, du Canada, du Danemark, de la Finlande, du Japon, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède et des États-Unis.

ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court
361 Veale Street
New Muckleneuk
Pretoria, Afrique du Sud
Tel : +27 12 346 9500
Fax : +27 12 460 0998

ISS Addis Ababa

5^{ème} étage, Get House
Building, Africa Avenue
Addis Abéba, Éthiopie
Tel : +251 11 515 6320
Fax : +251 11 515 6449

ISS Dakar

4^{ème} étage, Immeuble Atryum
Route de Ouakam
Dakar, Sénégal
Tel : +221 33 860 3304/42
Fax : +221 33 860 3343

ISS Nairobi

Braeside Gardens
off Muthangari Road
Lavington, Nairobi, Kenya
Port : +254 72 860 7642
Port : +254 73 565 0300

www.issafrica.org

© 2014, Institut d'études de sécurité

Les droits d'auteur sur l'intégralité du volume sont conférés à l'Institut d'études de sécurité, et le présent document ne peut en aucun cas être reproduit en intégralité ou en partie, sans la permission écrite expresse des deux auteurs et des éditeurs.

Les opinions exprimées dans les présentes ne reflètent pas nécessairement celles de l'ISS, de ses fiduciaires, des membres du Conseil Consultatif ou des bailleurs de fonds. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS en leur qualité personnelle.

ISS Note d'analyse No 89

